

## **La bataille entre filiations pasquaienne et chiraquienne en dit long sur la stratégie de la droite**

*di Florence Haegel e Vincent Martigny*

A un an de l'élection présidentielle, les politistes s'interrogent sur le sens à donner à la lutte acharnée qui vise à revendiquer l'héritage idéologique et politique de la droite des années 1980

La nostalgie des années 1980, dont le succès du film *Juste une illusion*, d'Olivier Nakache et Eric Toledano, offre une nouvelle manifestation, s'illustre également dans le champ politique, et singulièrement à droite. Il ne s'agit pas seulement du retour du « look Chirac », grandes lunettes carrées et jean sous les aisselles, en vogue au sein de la jeunesse branchée. La référence au RPR – le Rassemblement pour la République, parti fondé en 1976 par Jacques Chirac – connaît depuis quelques années un renouveau aussi inattendu que révélateur. Elle sous-tend une bataille culturelle interne à la droite française, au cœur des divisions qui travaillent aujourd'hui cette famille politique.

Paradoxalement, c'est avant tout à l'extrême droite que cet usage s'est répandu. On se souvient qu'à l'automne 2021, au cours de sa précampagne présidentielle, Eric Zemmour ancrant son positionnement dans l'histoire de la droite, arguant être « *le candidat de ce qu'on appelait avant "le RPR", c'est-à-dire le rassemblement de la droite populaire, bonapartiste, gaulliste qui rassemble les classes populaires et la bourgeoisie patriote* ». Depuis, la formule a largement débordé les rangs de Reconquête ! : le Rassemblement national (RN) et les ciottistes de l'Union des droites pour la République, dont le sigle est lui-même un clin d'œil appuyé à la fin des années 1960 [*l'Union des démocrates pour la République, UDR, a précédé le RPR*], se l'approprient à leur tour. Lorsque, en 2023, Franck Allisio, candidat malheureux du RN à la mairie de Marseille [*en 2026*] et ancien de l'Union pour un mouvement populaire

et du parti Les Républicains (LR), a racheté la marque et le logo du RPR pour fonder un microparti explicitement voué à l'union des droites, le président de LR d'alors, Eric Ciotti, s'était vigoureusement élevé contre cette OPA symbolique.

Dans son dernier ouvrage [*Je ne regrette rien. L'heure est venue de dire pourquoi (Fayard, 2025)*], le même Eric Ciotti justifie aujourd'hui sa stratégie d'union avec l'extrême droite... par une référence au RPR, et notamment à la figure de Charles Pasqua, partisan affiché, en son temps, d'une alliance avec le Front national [*FN, l'ancien nom du RN*].

Ce faisant, il s'inscrit dans une filiation structurante de la droite postgaulliste, celle qui relie Charles Pasqua, Nicolas Sarkozy et Edouard Balladur, les deux premiers ayant soutenu le troisième contre Jacques Chirac lors de l'élection présidentielle de 1995. Cette filiation pasquaienne ménage Jacques Chirac, à qui elle reconnaît un sens politique, une capacité de rassemblement et une énergie hors du commun.

Cependant, elle tient le chiraquisme pour dévoyé : en écartant le trio formé par Marie-France Garaud, Pierre Juillet et Charles Pasqua au profit d'Alain Juppé ou de Dominique de Villepin, jugés trop centristes et trop complaisants à l'égard du cordon sanitaire contre le FN, il aurait cédé à la pression morale de la gauche.

Cette mise à distance du chiraquisme est un trait caractéristique de cette droite favorable à un rapprochement avec le RN. D'où l'importance symbolique de la référence provocatrice de Nicolas Sarkozy à son prédécesseur dans un entretien accordé au *Point*, en décembre 2025, après sa rencontre avec Jordan Bardella : « *Il m'a un peu fait penser au RPR au temps de Jacques Chirac. Son discours n'est pas très différent du nôtre à l'époque.* » La référence au RPR des années 1980 n'est évidemment pas fortuite.

### **Un contexte doublement contraignant**

Elle vaut quasi-adoubement du président du RN et a fait s'étrangler les derniers fidèles de Jacques Chirac. Ces derniers peinent cependant à mobiliser la figure de l'ancien président pour s'opposer à la direction prise par leur famille politique. Jean-François Copé, dans la conclusion de son récent ouvrage [*Quand les populistes trahissent le peuple (Plon, 256 pages, 20 euros)*], rappelle que Jacques Chirac, son

mentor en politique, appelait, dans sa dernière allocution publique, le 11 mars 2007, à ne « *jamais composer avec l'extrémisme* ». Toutefois, cette invocation ne semble guère trouver d'écho dans le paysage politique actuel.

La référence au RPR et la bataille entre filiations pasquaïenne et chiraquienne en disent long sur l'incertitude stratégique de la droite classique dans la perspective de l'élection présidentielle de 2027. Elle manifeste la difficulté qu'éprouve le parti LR à maintenir une identité distincte de l'extrême droite dans un contexte doublement contraignant. D'abord, celui d'une convergence idéologique réelle avec le RN sur de nombreux sujets, à commencer par l'immigration ou la défense des valeurs traditionnelles. Ensuite, celui d'une dynamique électorale favorable au RN, qui rend d'autant plus pressante la nécessité d'offrir une solution de remplacement aux électeurs de la droite modérée.

Alors que la droite connaît une hésitation sur sa ligne politique, une incertitude sur son leadership et une baisse de ses moyens financiers, cet enjeu se révèle décisif. Il provoque une angoisse légitime chez LR quant à leur possible disparition si leur candidat n'était pas en mesure, comme Valérie Pécresse en 2022, d'accéder au second tour du scrutin présidentiel. Bruno Retailleau, originaire de la tradition villiériste, étranger à la filiation gaulliste comme chiraquienne, répète aujourd'hui à qui veut l'entendre qu'il est avant tout gaulliste. Quant à Edouard Philippe, ancien fidèle d'Alain Juppé, il vient d'annoncer que son projet présidentiel serait placé sous les auspices d'une « *France libre* ». Après tout, n'est-ce pas dans les vieux pots qu'on fait les meilleures soupes électorales ?

*Florence Haegel est professeure de science politique au Centre d'études européennes et de politique comparée de Sciences Po ; Vincent Martigny est professeur de science politique à l'université Côte d'Azur et à l'École polytechnique.*